PARIS SCHOOL OF ECONOMICS
ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS

#ECOPOURTOUS

Que peut apporter l'économie à la compréhension des conflits armés contemporains ?

Oliver Vanden Eynde

L'étude de la guerre et des conflits violents ne relève traditionnellement pas du domaine de l'économie. Cependant, depuis le début des années 2000, les économistes se sont de plus en plus penchés sur l'étude de la dynamique des conflits. Parallèlement, le changement climatique et l'évolution des politiques au niveau mondial obligent les économistes à se poser de nouvelles questions et à adopter de nouvelles méthodes. Cette tribune fait le point sur les enseignements tirés de la recherche économique sur les conflits et sur les défis auxquels les chercheurs, travaillant sur ces thèmes, devront faire face dans les années à venir.

La concentration croissante de populations paupérisées dans des États fragiles et vulnérables à la guerre a conduit les économistes du développement à s'intéresser à l'étude des conflits. Si la science politique et la recherche historique ont étudié les conflits depuis longtemps, les économistes ont apporté à cette examen leur capacité à utiliser des méthodes économétriques pour analyser des données quantitatives – en association avec des modèles théoriques, décrivant le comportement des acteurs des zones de conflit. Ces dernières années, les frontières disciplinaires dans la recherche sur les conflits se sont estompées, en particulier entre la science politique et l'économie – ce qui constitue une évolution positive pour la progression des connaissances. Dans le même temps, la disponibilité d'ensembles de données sur les conflits historiques et en cours s'est considérablement accrue. Tout cela a contribué à la multiplication de travaux empiriques basés sur l'identification causale. Néanmoins, trois domaines mériteront une approche spécifique dans les années à venir : rompre le lien entre le climat et les conflits, la conception d'institutions politiques résistantes aux conflits et la compréhension des opérations militaires.

Enjeu n°1 : Rompre le lien entre les chocs climatiques et les conflits

L'une des premières questions sur lesquelles les économistes se sont penchés a été la relation entre les chocs économiques et la violence. Les crises climatiques constituant un facteur déterminant (et souvent exogène) de la performance économique des pays en développement, une littérature abondante a été consacrée au lien entre des conditions météorologiques extrêmes (faibles précipitations, températures élevées ou sécheresses) et la genèse d'un conflit. La réponse est claire : au moins 55 études mettent en évidence ce lien indéniable.[1] La relation entre les mauvaises conditions météorologiques et la violence

[1] Burke M., Hsiang S. & Miguel E., 2015, "Climate and Conflict", *Annual Review of Economics.* Pour un exemple spécifique dans le contexte du conflit maoïsite en Inde, voir : Vanden Eynde O., 2018,

repose sur un mécanisme par lequel les chocs climatiques extrêmes compromettent les ressources vitales des populations. La conjonction d'une production réduite et des griefs qui en résultent favorise le déclenchement de conflits. En outre, l'impact des conditions météorologiques extrêmes ne passe pas exclusivement par des canaux économiques : la biologie nous apprend que la chaleur est un facteur d'aggravation de l'agressivité. Compte tenu des preuves claires de l'impact des conditions climatiques dégradées sur les conflits, la crise climatique actuelle est porteuse de menaces considérables puisque la fréquence et l'étendue des conditions météorologiques extrêmes, et des sécheresses en particulier, vont augmenter.

Des études récentes ont montré qu'il existe quand même des possibilités de mise en place de politiques qui peuvent dissocier chocs climatiques et violence. En Inde, par exemple, il a été démontré que le développement d'un programme important de protection sociale dans les zones rurales a permis de réduire, au moment des périodes de sécheresse, l'intensité de la réponse violente de la rébellion maoïste.[2] En garantissant un travail à un salaire minimum peu élevé dans les communautés rurales, le programme a offert aux cultivateurs et aux travailleurs agricoles pauvres une alternative à l'engagement dans le conflit. De même, un nombre croissant d'études a mis en évidence les effets positifs des investissements ciblés à petite echelle dans les infrastructures ou des transferts monétaires directs dans les communautés exposées aux conflits. Mais la réalisation de ces projets dans des zones de conflit repose sur un équilibre subtil. Les groupes armés ont tout intérêt à perturber les actions de développement, précisément parce qu'elles rendent la population locale plus indépendante des acteurs du conflit. Les chercheurs ont trouvé des preuves de l'existence de ce mécanisme dans un programme de développement communautaire à grande échelle aux Philippines.[3]

La recherche a une marge de manœuvre évidente pour explorer davantage les interventions politiques qui rompent le lien entre chocs climatiques et conflits, en prenant en compte les spécificités des zones les plus touchées par le changement climatique et les outils politiques disponibles dans ces différents contextes. Les migrants climatiques risquent de devenir la cible de violences de la part de civils et d'acteurs armés (y compris d'acteurs étatiques). Ce phénomène mérite une attention particulière. Dans cet exemple, mais aussi de manière plus générale, les réponses économiques ne peuvent être appliquées de manière isolée. En effet, l'aide au développement dans les zones de conflit ne peut être dissociée de la question sécuritaire. Les communautés exposées à la violence liée au climat peuvent être particulièrement difficiles à atteindre par les acteurs gouvernementaux ou par les ONG. C'est pourquoi les actions

"Targets of violence: Evidence from India's Naxalite Conflict", *The Economic Journal.*

[2] Fetzer T., 2020, "Can Workfare Programmes moderate Conflict? Evidence from India", *Journal of the European Economic Association*, 18(6).

[3] Crost B., Felter J. & Johnston P., 2014, "Aid under fire: Development projects and civil conflict", *American Economic Review.*

de développement doivent être associées aux interventions politiques et militaires. Ces deux dimensions représentent des défis supplémentaires auxquels la recherche sur les conflits doit répondre.

Enjeu n°2 : Des institutions politiques à l'épreuve des conflits

Comme nous l'avons vu plus haut, les chercheurs disposent effectivement de certaines données sur la nature des interventions de développement susceptibles de réduire la vulnérabilité des communautés aux conflits violents. Si les ONG ou l'aide étrangère peuvent jouer un rôle dans la fourniture de services publics, il est difficile d'imaginer qu'elles puissent un jour atteindre l'ampleur nécessaire pour offrir une protection à toutes les communautés vulnérables. C'est pourquoi, comme pour presque tous les défis en matière de développement, les gouvernements ont un rôle fondamental à jouer. Si, à l'origine, la littérature économique sur les conflits se focalisait sur les chocs économiques, l'économie politique des conflits suscite aujourd'hui de plus en plus d'intérêt, et permet de comprendre comment les décisions politiques interagissent avec les dynamiques de violence dans les conflits infranationaux. Ces interactions peuvent être subtiles comme le montre une étude révélant que les redevances sur le minerai de fer incitent les gouvernements infranationaux à s'engager dans le conflit maoïste en Inde.[4] Ces travaux démontrent qu'il est possible de concevoir des institutions politiques qui limitent la vulnérabilité aux conflits.

Au moins deux grandes leçons se dégagent de la littérature sur la manière dont les institutions politiques peuvent atténuer les risques de conflit. Premièrement, le schéma institutionnel pourrait réduire les conflits en créant des entités politiques qui ne seraient pas polarisées. L'Indonésie a introduit un grand nombre de nouveaux districts au cours des dernières décennies, et des recherches ont montré que la création d'unités moins polarisées entraîne une baisse de la violence sociale et politique.[5] Bien entendu, il n'est pas toujours possible, dans la pratique, de redessiner les frontières politiques et cela ne résoudra sans doute pas les conflits sur les politiques qui concernent les niveaux supérieurs de gouvernement. Mais un deuxième enseignement tiré de la littérature offre une réponse sur ces aspects. Des institutions plus participatives semblent interrompre les dynamiques de conflit. Des recherches transnationales ont montré que les catastrophes naturelles ont un effet plus faible sur les conflits lorsque les institutions politiques sont plus « participatives », car l'exécutif est alors confronté à davantage de contraintes. Des travaux récents sur le Nigeria ont montré que les gouvernements infra-nationaux élus parviennent à empêcher que la flambée des prix du pétrole ne déclenche des conflits – contrairement

[4] Shapiro J. N. & Vanden Eynde O., 2023, "Fiscal Incentives for Conflict: Evidence from India's Red Corridor", *Review of Economics and Statistics.*

[5] Bazzi S. & Gudgeon M., 2021, "The political boundaries of ethnic divisions", *American Economic Journal: Applied Economics.*

aux gouvernements nommés.[6] Les travaux sur l'Irlande du Nord ont également montré que les institutions imposant le partage du pouvoir au sein des gouvernements locaux permettent de réduire les conflits.[7]

Il convient de souligner que la participation va au-delà de l'organisation régulière d'élections (ou d'institutions démocratiques) et qu'elle doit inclure en particulier les groupes minoritaires qui peuvent être à l'origine de la résistance armée contre un gouvernement dominé par une majorité. En effet, la théorie d'une « paix démocratique », telle que promue par Kant[8], semble avoir une pertinence limitée dans le cas d'un conflit intérieur violent. Les travaux quantitatifs en science politique ne font que confirmer l'hypothèse d'un moindre engagement des démocraties dans des conflits *extérieurs.*

Ce dernier fait stylisé touche également à une des limites des études sur les institutions politiques et les conflits, apparues à la frontière de la science politique et de l'économie : relativement peu d'études empiriques étudient les guerres extérieures. Les guerres interétatiques ont été si rares au cours des 40 dernières années que la plupart des études empiriques quantitatives sur les conflits se sont concentrés sur les conflits intraétatiques. D'une certaine manière, la prolifération et la prévalence des « petites guerres » depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale se sont particulièrement bien prêtées à l'application des méthodes développées dans le cadre de l'analyse des relations causale. Cependant, les solutions élaborées pour réduire le risque de conflit interne ne peuvent être facilement transposées dans d'autres contextes. Par exemple, des recherches récentes ont montré que les victoires en football lors de la Coupe d'Afrique semblent promouvoir un sentiment d'identité nationale commune et réduire la violence ethnique.[9] Toutefois, la construction d'une nation, visant à réduire les tensions entre les groupes ethniques d'un même pays, pourrait se retourner contre elle-même si elle dégénérait en une forme de nationalisme qui alimente les conflits extérieurs. Comme les nouvelles guerres peuvent prendre de l'ampleur et nécessiter un champ d'analyse plus large, plus de place pourrait être laissée aux analyses plus théoriques et davantage structurelle, ainsi qu'à la collaboration étroite avec les politologues qui ont une longue tradition d'étude des conflits interétatiques et des transitions entre les systèmes politiques.

Comme le montre la littérature existante, les institutions politiques peuvent être conçues et modifiées pour promouvoir la paix. Mais il est particulièrement difficile de changer ou d'imposer des institutions politiques, tant au niveau des pays que des organisations internationales. L'échec de

[6] Fetzer T. & Kyburz S., 2022, "Cohesive institutions and political violence", *The Review of Economics and Statistics.*

[7] Mueller H. & Rohner D., 2018, "Can power-sharing foster peace? Evidence from Northern Ireland", *Economic Policy.*

[8] La théorie de la paix démocratique soutient que les démocraties sont plus pacifiques dans leurs relations extérieures.

[9] Campante F., Depetris-Chauvin E. & Durante R., 2020, "Building Nations through Shared Experiences: Evidence from African Football", *American Economic Review.*

l'OTAN à établir une démocratie stable en Afghanistan en est un parfait exemple. Et les récents coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest montrent les limites de l'influence française dans la région du Sahel. Même si les possibilités d'intervention des pouvoirs publics peuvent sembler limitées, les défis à relever au niveau politique sont énormes. Le monde connaît une multiplication des régimes autocratiques. En plus des pressions exercées par la crise climatique, à savoir les menaces pesant sur les moyens de subsistance et les flux migratoires qui ne toucheront probablement pas les régions ou les pays de la même manière, il existe un risque réel que les conflits intraétatiques et interétatiques deviennent plus fréquents ces prochaines années. La guerre en Ukraine, premier conflit européen armé interétatique depuis la Seconde Guerre mondiale, est peut-être symptomatique de ce nouveau monde.

Enjeu n°3 : Comprendre les opérations militaires

Les économistes qui étudient les conflits se sont naturellement intéressés aux opérations de développement dans les zones de conflit. Mais ce n'est que récemment que les économistes ont cherché à comprendre l'impact des opérations militaires sur la dynamique de violence dans un conflit. Les opérations de sécurité sont essentielles pour comprendre l'évolution des conflits armés. En principe, la boîte à outils dont disposent les économistes pour évaluer les politiques publiques peut être appliquée aux situations de conflit. Mais leur application à l'étude des conflits pose toute une série de problèmes.

Les informations sur les opérations militaires, les stratégies et les résultats des conflits ne sont pas toujours faciles à obtenir. Il peut également être difficile de déterminer la nature d'une stratégie militaire particulière, ce qui compromet l'interprétation et la généralisation des résultats. Néanmoins, les campagnes de bombardement constituent une intervention particulière qui a été étudiée dans divers contextes. Par exemple, il est prouvé que les campagnes américaines de bombardement pendant la guerre du Viêt Nam ont renforcé le soutien de la population locale aux combattants du Viêt-Cong qui étaient les cibles de ces attaques.[10] Il existe aujourd'hui une série d'études menées dans divers contexts qui confirment que les campagnes de bombardements aériens ont tendance à se retourner contre leurs auteurs.[11] Il s'agit là d'un résultat important, car les pays engagés dans une guerre ont de plus en plus recours à ce type de campagnes (avec des drones) et tentent de limiter l'implication des soldats au strict minimum. Ce fut le cas de la récente mission française dans la région du Sahel.

Des études ont également porté sur d'autres décisions militaires importantes, comme le transfert de la responsabilité de la sécurité d'une force d'intervention

[10] Dell M. & Querubin P., 2018, "Nation building through foreign intervention: Evidence from discontinuities in military strategies", *The Quarterly Journal of Economics.*

[11] Par exemple: Condra L. N., Felter J. H., Iyengar R. K. & Shapiro J. N., 2010, *The effect of civilian casualties in Afghanistan and Iraq*, NBER Working Paper n°16152

internationale à des forces de sécurité locales. En examinant le retrait des troupes de l'OTAN d'Afghanistan entre 2011 et 2014, nous constatons que le transfert de la sécurité aux forces afghanes a d'abord amélioré la sécurité, mais que la fermeture des bases militaires a contribué à une escalade de la violence. Ces tendances sont cohérentes avec le fait que les combattants talibans se sont repliés stratégiquement pendant la transition afin d'accélérer le processus de retrait. Cette stratégie a perduré jusqu'au retrait final des troupes américaines et à l'effondrement de la république afghane à l'été 2021.[12] Outre l'étude de la stratégie militaire, il est nécessaire de comprendre les moteurs des décisions militaires et en particulier celles qui conduisent à des violations des droits humains ou à la mort de civils.[13]

L'actualité de la guerre en Ukraine nous rappelle aussi quotidiennement la complexité et les enjeux de la planification militaire, y compris dans ses composantes logistiques et organisationnelles. Les moteurs et les impacts de la stratégie militaire sont susceptibles d'être très spécifiques à l'environnement dans lequel ils s'inscrivent, ce qui est certainement le propre des cas mentionnés plus haut. Les tentatives de transposition des conclusions de ces études nécessitent clairement une compréhension approfondie des différents contextes de conflit, comme on le ferait dans une analyse militaire plus traditionnelle. Il n'en reste pas moins que la recherche sur les conflits a un grand potentiel pour créer un ensemble de preuves pouvant aider à informer et à comprendre la prise de decisions militaires. Bien entendu, la recherche universitaire dans ce domaine ne peut ignorer les questions normatives relatives aux objectifs et aux coûts des campagnes militaires. Dans le même temps, les opérations de sécurité sont inévitables dans certaines situations, par exemple lorsque les dirigeants héritent de conflits en cours ou doivent répondre à une agression extérieure. Dans ces situations, il est essentiel de comprendre quelles décisions militaires sont susceptibles de réduire le coût humain de la guerre et quelles décisions peuvent – littéralement – se retourner contre leurs auteurs.

Conclusion

Le lien étroit entre les mécanismes des conflits, les institutions politiques et l'activité économique est depuis longtemps reconnu comme un défi pour les pays en voie de développement. En se consacrant principalement aux situations de guerre civile, les recherches en économie sur les conflits ont fait des progrès considérables en fournissant des éléments probants susceptibles de contribuer à la compréhension de ces enjeux. Cependant, la conjonction du changement climatique et de la montée des régimes autoritaires nous oblige à nous concentrer sur de nouvelles questions et à ajuster nos approches. La guerre en

[12] Fetzer T., Souza P. C., Vanden Eynde O. & Wright, A. L., 2021, "Security Transitions", *American Economic Review.*

[13] Ekaterina Zhuravskaya a étudié la manière dont Israël planifie stratégiquement ses attaques dans les territoires palestiniens afin de limiter la représentation des victimes dans le système médiatique américain.
Durante R. & Zhuravskaya E., 2018, "Attack When the World Is Not Watching? US News and the Israeli-Palestinian Conflict", *Journal of Political Economy.*

Ukraine pourrait être symptomatique de certains de ces changements. Hélas, elle a aussi accru la nécessité de la compréhension des dynamiques des conflits pour l'avenir économique et politique de l'Europe. Pour toutes ces raisons, la recherche économique sur les conflits fondée sur des données est plus importante que jamais.

****